

Le patrimoine des ménages en République fédérale allemande

Renate H. Draus

Assistante de recherche à la Confédération des associations d'employeurs allemands,

Conseiller auprès de la cellule sociologie du département des études de l'OFCE

Au cours des trente dernières années la part des ménages dans l'ensemble de l'épargne en RFA s'est élevée de 26 % à 83 %. En contrepartie celle de l'Etat et des entreprises privées a diminué. Les actifs financiers des ménages ont fortement augmenté, bien que leur relation avec les revenus nets soit demeurée constante quelle que soit la catégorie de revenus. Les plus gros détenteurs sont aujourd'hui les couples sans enfants et les familles nombreuses.

Les actifs des ménages se répartissent à raison de 50 % en livrets d'épargne, 20 % en épargne logement et 30 % en valeurs mobilières. Ces dernières ont, en proportion, connu la plus forte croissance (les obligations plus que les actions) au détriment de l'épargne logement.

Le patrimoine immobilier constitue en valeur les deux tiers du patrimoine global d'un ménage. Ce ratio est à peu près le même en France, mais la diffusion des actifs immobiliers y a été plus importante qu'en RFA. Dans les deux pays le patrimoine reste fortement concentré entre les mains des plus riches. Les mouvements de déconcentration et reconcentration n'ont pas été simultanés. En RFA l'inégalité a diminué jusqu'en 1973 et s'est de nouveau accrue depuis lors.

Deux grands débats sur la question du patrimoine ont eu lieu en Allemagne fédérale, le premier en 1968 et le second en 1983. Ils ont bien témoigné de l'évolution des patrimoines des ménages en Allemagne, mais ont été surtout des débats socio-politiques.

En 1968 la publication d'une étude sur la distribution du patrimoine des ménages privés [1] ⁽¹⁾ avait montré qu'en 1960 les 1,7 % des ménages les plus riches possédaient 70 % du capital professionnel, représentant 35 % du patrimoine total privé. La constatation d'une telle concentration a suscité un débat sur les mesures politiques à prendre afin d'encourager la formation du patrimoine dans les couches inférieures de la société allemande. Le résultat de ce débat a été, effective-

(1) Les nombres entre crochets, [], renvoient à la bibliographie en fin d'article.

ment, un changement de la politique du patrimoine au bénéfice des ménages à bas revenus.

La seconde grande controverse a été provoquée par la publication du livre de M. Miegel : « La révolution méconnue » [2]. L'auteur y a constaté une énorme augmentation du patrimoine des ménages allemands et il en a tiré certaines conclusions socio-politiques qui ne pouvaient manquer d'être remarquées et débattues. Il avait montré en effet que les deux tiers de la population allemande étaient constitués de ménages disposant d'un patrimoine supérieur à 100 000 DM (300 000 FF) en tenant compte des droits à retraites futures. Selon l'auteur cela enlevait sa justification au système de sécurité sociale en RFA.

L'intensité des controverses autour des publications citées montre qu'il est difficile d'aborder ce sujet sans susciter les passions politiques et sans provoquer des disputes sur une répartition « juste ». Mais elles ont montré aussi que l'analyse du patrimoine des ménages se heurte à de nombreuses difficultés méthodologiques, qui viennent de ce que les données statistiques dont on dispose sont souvent incomplètes, inexactes et parfois contradictoires.

Les sources d'information

Il y a trois sources principales à partir desquelles on peut estimer approximativement la situation patrimoniale des ménages en RFA.

Tout d'abord les déclarations d'impôt sur les fortunes fournissent des informations précises sur le patrimoine des ménages contribuables. Krelle et Al. [1], dans l'étude citée plus haut, se sont fondés sur une analyse des statistiques fiscales. Cependant cette méthode n'est pas tout à fait convaincante. Elle permet d'obtenir des informations relativement précises, mais qui ne se rapportent qu'aux ménages payant l'impôt sur la fortune, c'est-à-dire les ménages les plus riches ⁽²⁾. Les données ainsi établies ne peuvent donc pas être considérées comme représentatives de l'ensemble des ménages.

La deuxième source d'information est constituée par les statistiques de la Banque fédérale (Deutsche Bundesbank) concernant les portefeuilles des particuliers. Elles permettent de connaître les aspects globaux de l'épargne et des actifs financiers des ménages.

D'un point de vue sociologique les données les plus intéressantes proviennent de l'Office fédéral de statistiques (Statistisches Bundesamt), qui mène régulièrement depuis 1962 des enquêtes assez représentatives auprès des ménages allemands sur le patrimoine de ceux-ci. La seule limitation de ces enquêtes est qu'elles ne tiennent pas compte des ménages étrangers et des ménages les plus riches ayant un revenu net mensuel supérieur à 25 000 DM (20 000 DM en 1978, 15 000 DM en 1973) (voir aussi [16]).

(2) Chacune des personnes appartenant à un foyer fiscal (qui en général s'identifie au ménage) bénéficie d'un abattement de base de 70 000 DM, auquel peuvent être ajoutés, sous certaines conditions, d'autres abattements. Cela veut dire par exemple, qu'un couple avec deux enfants devra remplir une déclaration d'impôt seulement si son patrimoine est supérieur à 280 000 DM.

Les actifs financiers des ménages

La formation du patrimoine financier par les ménages a un rôle de plus en plus important dans l'accumulation du capital national

Au cours des derniers trente ans la part des ménages dans l'ensemble de l'épargne nationale en RFA a changé fondamentalement. Helmut Schlesinger, vice-président de la Deutsche Bundesbank, a récemment constaté qu'au début des années quatre-vingt la part des ménages dans l'épargne nationale s'élevait à 83 %, tandis qu'en 1950 elle n'était que de 26 % [4]. Il faut ajouter que pendant la même période la part des entreprises dans l'épargne nationale a diminué de 41 % en 1950 à 25 % au début des années quatre-vingt. Quant à la part de l'Etat dans l'épargne, on constate un renversement significatif : en 1950 elle s'élevait à 33 % ; maintenant elle est négative (endettement net) d'en moyenne — 8 % (tableau 1).

1. La structure de l'épargne nationale (*)

Période de référence	Ensemble	Ménages ⁽¹⁾		Entreprises		Etat	
	Mrd DM	Mrd DM	%	Mrd DM	%	Mrd DM	%
1950/1959 ..	31	8	26	13	41	10	33
1960/1969 ..	77	29	37	30	39	18	24
1970/1974 ..	133	68	51	35	27	29	22
1975/1979 ..	131	90	70	44	33	— 3	— 3
1980/1984 ^(p)	137	112	83	35	25	— 10	— 8

Source : Deutsche Bundesbank, [4].

(*) Transferts de patrimoine inclus.

(1) Y compris organismes privés à but non lucratif.

(p) Projection.

On a pu constater en même temps un changement dans la composition de l'épargne. C'est la formation du patrimoine financier qui a pris une dimension particulière dans la totalité de l'épargne. En 1985 les ménages avaient épargné 135 milliards de DM. 94 % de cette somme (127,4 milliards de DM) ont été utilisés pour l'acquisition d'actifs financiers [3]. Cette évolution a contribué à une forte augmentation de patrimoine financier en général et des actifs financiers des ménages en particulier [4].

Le patrimoine financier total, qui était de 310 milliards de DM en 1960, a atteint 3,4 billions de DM en 1985. La part des ménages a augmenté de 44,8 % (138,8 milliards de DM) en 1960 à 62,3 % (2,1 billions de DM) en 1985. Selon les estimations de l'institut allemand « Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung » de Berlin, le patrimoine financier brut ⁽³⁾ des ménages privés serait actuellement de l'ordre de

(3) Le patrimoine brut comprend les actifs sans déduction de l'endettement. Si l'on en déduit l'endettement (sauf endettement immobilier) on obtient le patrimoine financier net.

2,2 billions de DM et le patrimoine financier net s'élèverait à 2 billions de DM [3].

Si l'on tient compte de l'évolution démographique récente — diminution de la population, croissance très légère du nombre des ménages — les données globales concernant le patrimoine financier démontrent incontestablement une croissance très forte à la fois de la diffusion des actifs financiers parmi les ménages et de leur montant.

Le montant des actifs financiers des ménages en 1983 est une proportion constante de leur revenu

Calculé sur la base des statistiques de la Deutsche Bundesbank, le montant moyen du patrimoine financier brut par ménage s'élève à 74 000 DM environ en 1985 (au lieu de 24 000 DM en 1970) et celui du patrimoine financier net à environ 67 000 DM (22 000 en 1970) ([3], pp. 356, 357, [7]).

Ces données diffèrent sensiblement des résultats obtenus par les enquêtes de l'Office fédéral de statistiques. Selon l'enquête menée en 1983 ([6]) le patrimoine financier brut des ménages serait de l'ordre de 23 250 DM et le patrimoine financier net de 21 495 DM. Cet écart considérable entre les deux constatations s'explique en partie par une différence dans les définitions du patrimoine financier privé admises par les deux instituts. L'Office fédéral de statistiques ne tient pas compte de certains actifs (assurances-vie, certains actifs professionnels) qui font partie du concept du patrimoine financier privé utilisé par la Deutsche Bundesbank. D'autre part les enquêtes de l'Office fédéral de statistiques ne portent pas sur les ménages les plus aisés (cf. ci-dessus), qui possèdent pourtant une large part des actifs financiers. Néanmoins les chiffres présentés par l'Office de statistiques reflètent peut-être de manière plus fidèle l'état du patrimoine de la majorité des ménages allemands.

L'analyse du montant des actifs financiers en fonction du revenu des ménages montre qu'il existe une corrélation positive entre ces deux variables (tableau 2). Mais elle aboutit aussi à un résultat plus intéressant, à savoir que la relation entre revenu net et actifs financiers reste relativement constante à travers tous les groupes de ménages classés en fonction de leur revenu net : le montant du patrimoine financier correspond à peu près à 9 ou 10 fois le revenu mensuel net du ménage.

L'analyse de son montant en fonction de la catégorie socio-professionnelle montre que le patrimoine financier est le plus élevé dans la catégorie des indépendants. Toutefois une juste estimation du patrimoine des indépendants doit tenir compte du fait qu'une grande partie des actifs financiers des indépendants (même si les assurances-vie ne sont pas incluses dans ce concept du patrimoine financier) constitue un substitut au système de sécurité sociale (droits à retraites futures, assurance-maladie et invalidité, assurance-chômage, etc.) dont bénéficient les salariés. Cette importance des actifs financiers pour la retraite ressort clairement de l'analyse du patrimoine en fonction de l'âge de la personne de référence : le montant des actifs augmente jusqu'à l'âge de 55-65 ans et diminue après.

2. Le patrimoine financier brut et net des ménages ⁽¹⁾, le 31-12-1983

	Ensemble des ménages	Patrimoine financier brut	Endette-ment ⁽²⁾	Patrimoine financier net	
				Valeur absolue	Proportion du patrimoine financier brut
	En milliers	DM		%	
Ensemble des ménages	23 456	23 250	1 756	21 495	92,5
Revenu mensuel net du ménage					
Moins de 800	1 301	6 598	824	5 774	87,5
800-1 200	2 609	9 975	777	9 198	92,2
1 200-1 600	3 026	12 352	834	11 518	93,2
1 600-2 000	3 316	17 735	1 356	16 378	92,4
2 000-2 500	3 623	20 888	1 760	19 128	91,6
2 500-3 000	2 709	25 108	1 888	23 220	92,5
3 000-4 000	3 611	29 631	2 380	27 251	92,0
4 000-5 000	1 570	39 616	3 161	36 455	92,0
5 000-25 000	1 298	68 340	4 175	64 165	93,9
Catégorie socio-professionnelle de la personne de référence					
Agriculteurs	393	33 066	1 516	31 549	95,4
Indépendants	1 369	49 466	5 238	44 229	89,4
Fonctionnaires d'Etat .	1 527	28 539	2 096	26 443	92,7
Employés (+ cadres) ..	5 147	24 758	2 458	22 300	90,1
Ouvriers	5 025	17 680	2 156	15 524	87,8
Chômeurs	592	10 401	2 361	8 040	77,3
Inactifs	9 403	21 124	567	20 557	97,3
Age de la personne de référence					
Moins de 25 ans	598	7 248	1 723	5 526	76,2
25-35	3 703	16 916	3 185	13 731	81,2
35-45	4 151	23 215	2 850	20 365	87,7
45-55	4 125	25 746	2 221	23 525	91,4
55-65	4 152	28 032	1 288	26 744	95,4
65-70	1 402	27 237	570	26 667	97,9
70 ans et plus	5 324	22 769	228	22 541	99,0
Composition du ménage					
Femme seule	5 394	14 161	478	13 683	96,6
Homme seul	2 046	17 763	2 678	15 286	86,1
Personne avec 1 enfant	612	16 786	2 006	14 781	88,1
Couple sans enfant ...	5 904	28 481	1 372	27 109	95,2
Couple avec 1 enfant ..	3 579	26 972	2 159	24 813	92,0
Couple avec 2 enfants .	3 092	26 453	2 559	23 894	90,3
Couple avec 3 enfants ou plus	1 266	28 137	3 168	24 969	88,7

Source : [6].

(1) Sauf ménages des étrangers vivant en RFA, ménages avec un revenu mensuel net supérieur à 25 000 DM.

(2) Sauf crédits immobiliers.

Les familles nombreuses font partie des ménages les plus riches

L'analyse du montant des actifs en fonction de la composition du ménage nous donne un résultat inattendu. Le patrimoine financier le plus élevé est détenu par les couples sans enfants. Cette observation n'est, à vrai dire, pas étonnante et coïncide d'ailleurs avec la situation en France. Mais ce qui paraît surprenant en Allemagne est qu'en deuxième rang se trouvent non pas les personnes seules, ni les couples avec un enfant, mais les couples avec trois enfants ou plus, tandis que le patrimoine financier des couples avec un ou deux enfants est nettement inférieur ! Les différences entre ces groupes sont plus importantes quant au patrimoine net qu'au patrimoine brut. Comment peut-on expliquer cela ?

A première vue on pourrait être tenté d'expliquer le montant supérieur des actifs financiers des couples sans enfants par le fait d'un taux d'activité féminine plus élevé dans ce groupe de ménages par rapport aux ménages avec enfants, qui aurait pour conséquence un revenu plus élevé et rendrait ainsi possible la formation d'un patrimoine financier plus grand. Mais cette explication est fautive, car le taux d'activité des femmes mariées sans enfants, qui est de l'ordre de 33,8 %, est nettement inférieur au taux d'activité des femmes mariées avec enfants (38,3 %) et inférieur aussi au taux d'activité féminine global, qui est de 35,9 % ([5], p. 104). Ce sont d'autres facteurs, économiques et sociologiques, qu'il faut considérer.

Le système fiscal en RFA ne tient pratiquement pas compte des enfants : il existe seulement une déduction pour enfants à charge, de 2 484 DM par enfant, qui est partagée entre les deux parents (avant 1986 : 432 DM), ce qui fait que, à un revenu donné, les couples avec enfants doivent payer presque les mêmes impôts que les couples sans enfants. Ils ne peuvent, par conséquent, épargner que beaucoup moins.

Si les familles nombreuses possèdent néanmoins presque autant d'actifs financiers que les couples sans enfants, cela tient à ce qu'en Allemagne ce sont presque exclusivement les familles très aisées (indépendants, hauts fonctionnaires) qui ont trois enfants ou plus.

Encore faut-il tenir compte des préférences différentes des ménages : en général les couples avec enfants ont une préférence plus forte pour les actifs immobiliers que les couples sans enfants (cf. ci-dessous).

Le patrimoine financier a été en forte croissance au cours des années soixante-dix et stagne au cours des années quatre-vingt

Grâce aux enquêtes de l'Office fédéral de statistiques on dispose de données assez détaillées concernant l'évolution des actifs financiers de 1973 à 1983. On peut distinguer deux étapes différentes quant au rythme de croissance [6]. De 1973 à 1978 le patrimoine financier brut a connu une croissance de 42,5 %, nettement plus élevée que pendant

les cinq années suivantes, où il n'a augmenté que de 16,5 %. Le contraste est encore plus marqué pour le patrimoine financier net (43,4 % de 1973 à 1978, au lieu de 13,5 % entre 1978 et 1983) à cause de la croissance surproportionnelle de l'endettement non-immobilier des ménages.

L'analyse détaillée de l'évolution du patrimoine financier selon les différentes catégories de ménages confirme la rupture entre ces deux périodes de cinq ans. De 1973 à 1978 toutes les catégories de ménages ont accru leurs actifs financiers. Par contre dans la deuxième période le patrimoine financier, brut aussi bien que net, de plusieurs groupes de ménages a diminué sensiblement. Les ménages les plus défavorisés par cette évolution ont été : les familles mono-parentales, dont le patrimoine financier brut a diminué de — 1 %, et net de — 8,7 % ; les ménages jeunes (moins de 25 ans), qui ont subi une perte de — 19 % de leur patrimoine financier brut et de — 26 % en net ; les ménages avec une personne de référence entre 25 et 35 ans, dont le patrimoine financier brut a diminué de — 2 %, et net de — 8 % (tableau 4). Ainsi la récession des années quatre-vingt a-t-elle touché surtout les jeunes et les familles mono-parentales.

La composition des actifs financiers en 1983 varie selon le revenu et la catégorie socio-professionnelle

En 1983 les ménages ont placé presque la moitié de leurs actifs financiers en livrets d'épargne, 30,9 % des actifs en valeurs mobilières et 20,5 % en épargne logement (tableau 3).

Une analyse détaillée selon les différentes catégories de ménages montre que :

- La proportion des placements en livrets d'épargne diminue et celle des placements en valeurs mobilières (actions et obligations) croît très sensiblement avec le revenu. A partir d'un revenu net mensuel de 4 000-5 000 DM la proportion des valeurs mobilières devient plus importante que celle des livrets d'épargne.

- Les ménages d'ouvriers, d'agriculteurs, d'inactifs et de chômeurs conservent environ la moitié de leurs actifs financiers en livret d'épargne. Parmi les fonctionnaires d'Etat, par contre, l'actif financier le plus important est l'épargne-logement (39,6 % du patrimoine financier).

- La proportion de l'épargne-logement augmente avec l'âge et le revenu jusqu'à un âge et revenu moyens ; ensuite elle diminue sensiblement avec l'âge et légèrement avec le revenu. Cette évolution s'explique en partie par le fait qu'une grande proportion des ménages riches et des ménages âgés étant déjà en possession d'un patrimoine immobilier n'ont qu'un intérêt limité à conclure de nouveaux contrats d'épargne-logement.

3. La composition du patrimoine financier brut des ménages ⁽¹⁾ en 1983

	Patri- moine brut	Différentes composantes			
		Comptes d'épargne	Epargne- logement	Valeurs mobilières	Autres actifs
	DM	%			
Ensemble des ménages	23 250	41,9	20,5	30,9	6,7
Revenu mensuel net du ménage (DM)					
Moins de 800 DM	6 598	56,8	9,8	27,4	(6,0)
800-1 200	9 975	52,6	10,8	32,6	(4,0)
1 200-1 600	12 352	58,9	11,9	25,1	4,0
1 600-2 000	17 735	51,7	14,6	30,2	3,6
2 000-2 500	20 888	48,5	20,0	26,4	5,0
2 500-3 000	25 108	43,6	22,8	29,6	4,0
3 000-4 000	29 631	38,6	26,7	29,6	5,1
4 000-5 000	39 616	33,0	25,7	34,9	6,3
5 000 ou plus	68 340	25,9	19,6	38,7	15,8
Catégorie socio-professionnelle de la personne de référence					
Agriculteurs	33 066	49,0	19,5	21,2	10,3
Indépendants	49 466	27,3	19,2	37,3	16,3
Fonctionnaires d'Etat	28 539	33,9	39,6	21,8	4,7
Employés (+ cadres)	24 757	36,4	28,3	28,6	6,7
Ouvriers	17 680	49,7	30,0	16,4	3,9
Chômeurs	10 401	47,1	23,5	23,4	(6,1)
Inactifs	21 124	48,0	7,5	39,6	4,9
Age de la personne de référence					
Moins de 25 ans	7 248	45,8	32,6	16,2	/
25-35	16 916	35,7	42,7	16,5	5,1
35-45	23 215	35,3	35,9	20,9	7,9
45-55	25 746	40,7	24,4	27,6	7,3
55-65	28 032	43,2	13,1	36,0	7,7
65-70	27 237	46,3	6,9	35,3	8,6
70 ans ou plus	22 769	48,6	4,4	42,6	4,4
Composition du ménage					
Femme seule	14 161	51,7	7,5	37,2	3,6
Homme seul	17 763	38,7	15,6	37,3	8,4
Personne avec 1 enfant	16 786	37,8	15,0	39,5	(7,7)
Couple sans enfant	28 481	44,5	14,5	34,6	6,4
Couple avec 1 enfant	26 972	37,4	28,6	26,6	7,4
Couple avec 2 enfants	26 453	36,3	33,8	23,2	6,8
Couple avec 3 enfants ou plus	28 137	36,0	30,8	25,1	8,1

Source : [6].

(1) Sauf ménages d'étrangers vivant en RFA, ménages avec un revenu mensuel net supérieur à 25 000 DM.

L'importance des valeurs mobilières augmente dans les actifs financiers

L'analyse de l'évolution entre 1973 et 1983 de la structure des actifs financiers permet de constater un changement du poids relatif des trois composantes principales de ces actifs : livrets d'épargne, épargne-logement et valeurs mobilières (tableau 4). La proportion des livrets d'épargne a diminué de plus de 10 points en dix ans : en 1973 elle était de 55,3 %, en 1983 de 44,9 %⁽⁴⁾. Dans le même temps l'importance des

4. La composition du patrimoine financier brut (sans autres actifs) des ménages ⁽¹⁾ en 1973, 1978 et 1983

	Comptes d'épargne %			Epargne-logement %			Valeurs mobilières %		
	1973	1978	1983	1973	1978	1983	1973	1978	1983
Ensemble des ménages	55,3	52,9	44,9	25,9	21,6	22,0	18,8	25,6	33,1
Catégorie socio-professionnelle de la personne de référence									
Agriculteurs	66,5	64,2	54,6	26,3	20,5	- 21,8	7,2	15,4	23,6
Indépendants	42,9	37,1	32,6	28,9	21,5	- 22,9	28,3	41,3	44,5
Fonctionnaires d'Etat .	44,0	42,9	35,6	40,3	38,9	+ 41,5	15,8	18,2	22,9
Employés (+ cadres) ..	48,2	46,2	39,0	31,6	29,0	- 30,4	20,2	24,8	30,6
Ouvriers	63,4	60,6	51,8	29,2	28,4	+ 31,1	7,3	11,0	17,1
Inactifs ⁽²⁾	63,0	60,6	50,5	12,5	8,4	- 8,4	24,4	30,9	41,1
Age de la personne de référence									
Moins de 25 ans	53,1	55,6	48,5	38,2	35,6	- 34,4	8,8	8,8	17,1
25-35	43,0	41,3	37,6	45,1	46,5	- 45,0	11,9	12,2	17,4
35-45	49,1	45,9	38,4	34,8	33,5	+ 39,0	16,2	20,6	22,6
45-55	57,5	54,5	43,9	24,3	21,4	+ 26,3	18,2	24,2	29,8
55-65	61,7	56,1	46,9	19,4	14,1	- 14,1	18,9	29,8	39,0
65 ans et plus	62,9	59,7	50,8	10,1	6,8	- 5,3	27,0	33,6	43,9
Composition du ménage									
Femme seule	65,7	64,0	53,6	12,9	8,9	- 7,8	21,5	27,2	38,6
Homme seul	58,6	52,6	42,3	14,3	13,0	+ 17,0	27,1	34,4	40,7
Personne avec 1 enfant	60,5	55,5	41,0	18,1	17,2	- 16,3	21,4	27,3	42,7
Couple sans enfant ...	58,5	54,6	47,5	20,2	15,9	- 15,5	21,4	29,5	37,0
Couple avec 1 enfant ..	51,2	50,1	40,3	32,3	28,7	- 30,9	16,5	21,2	28,7
Couple avec 2 enfants .	48,7	46,2	38,9	35,5	32,9	+ 36,2	15,7	21,0	24,8
Couple avec 3 enfants ou plus	49,0	45,6	39,2	32,6	29,5	+ 33,6	18,4	24,8	27,3

Source : [6].

(1) Sauf ménages d'étrangers vivant en RFA, ménages avec un revenu mensuel net supérieur à 25 000 DM.

(2) Chômeurs inclus.

(4) Ces chiffres ne sont pas identiques aux pourcentages correspondants dans le tableau 3 parce que la catégorie « autres actifs financiers » n'est pas prise en compte dans la définition du patrimoine financier du tableau 4.

valeurs mobilières a grandi sensiblement : leur proportion a augmenté de 14,3 points (1973 : 18,8 %, 1983 : 33,1 %). Cela indique que la sensibilité des ménages à l'égard de la rentabilité des placements financiers s'est fortement développée au cours des dix dernières années.

Les changements les plus importants ont eu lieu chez les ménages d'inactifs et d'agriculteurs, les ménages âgés, les personnes seules et les familles mono-parentales. Parmi ces dernières la proportion des valeurs mobilières a doublé entre 1973 (21,4 %) et 1983 (42,7 %), tandis que celle des livrets d'épargne a diminué d'un tiers (1973 : 60,5 %, 1983 : 41,0 %). Cela signifie que ce sont les catégories les plus touchées par la dernière récession qui ont modifié le plus leurs placements pour obtenir une meilleure rentabilité.

L'épargne-logement a eu tendance à baisser. Son évolution a été moins uniforme que celle des autres actifs financiers. De 1973 à 1978 son importance a diminué dans presque toutes les catégories de ménages, d'en moyenne 4 points, et a atteint 21,6 % des actifs financiers. Pendant les cinq années suivantes la proportion de l'épargne-logement a augmenté à peine (1983 : 22 %). Les augmentations les plus importantes ont eu lieu dans le groupe des fonctionnaires et des ouvriers, des ménages d'un âge moyen et les couples avec deux enfants ou plus. Bien que l'évolution de l'épargne-logement soit déterminée par plusieurs facteurs, tels que l'inflation, les taux d'intérêt, les revenus disponibles, on peut affirmer que ce placement réagit très sensiblement aux changements de son traitement fiscal ([8], pp. 1228-1230).

La diffusion des différents actifs financiers en 1983

L'actif financier le plus diffusé dans la population allemande est le *livret d'épargne*. Pratiquement tous les ménages (90,3 %) possèdent un ou plusieurs livrets d'épargne. La diffusion de cet actif est donc nettement plus grande en Allemagne qu'en France, où, en 1986, 82 % seulement des ménages sont titulaires de livrets [17].

La diffusion du livret d'épargne est à peu près égale dans toutes les catégories de ménages. A l'exception des ménages à très bas revenu (moins de 800 DM) le taux de détention est partout nettement supérieur à 80 %. En dépit de la diminution sensible de l'importance quantitative de cet actif dans le patrimoine financier des ménages, le taux de détention n'a baissé que très légèrement entre 1978 et 1983 [10] ; en termes absolus, le nombre des détenteurs de livrets d'épargne a augmenté presque comme le nombre des ménages. Le montant moyen d'avoirs sur livrets d'épargne par ménage détenteur est resté constant (environ 10 800 DM). Ces données montrent que les livrets d'épargne sont conçus comme une base constante de placements liquides, le patrimoine qui dépasse cette base étant placé en actifs plus rentables et à plus long terme.

La deuxième place est occupée par l'*assurance-vie*, actif qui n'est pas inclu dans la définition du patrimoine financier utilisée par l'Office

fédéral de statistiques, mais dont la diffusion est tout de même repérée. 66,8 % des ménages allemands possédaient des assurances-vie en 1983 (contre 31 % des ménages français en 1986 [17]).

Le taux de détention d'assurances-vie, de 66,8 % en 1983, est beaucoup plus élevé qu'en France, mais en diminution constante depuis 1973, où 75,8 % des ménages possédaient une assurance-vie [10]. Cette évolution s'explique en partie par le vieillissement de la population allemande, mais aussi par le nombre croissant de ménages composés d'une seule personne, groupe dans lequel l'assurance-vie est rare.

L'importance de l'assurance-vie en Allemagne tient à ce qu'une grande partie des contrats d'assurance-vie, notamment des salariés, ont été conclus dans le cadre de la loi sur la formation du patrimoine des salariés (*Vermögensbildungsgesetz*). Mais ils ne sont que d'un montant minime.

Ce sont les indépendants (artisans, commerçants, chefs d'entreprises, professions libérales) qui possèdent le plus souvent des assurances-vie (83,7 %). Pour ce groupe de ménages l'assurance-vie constitue en effet l'équivalent des régimes obligatoires de retraite des salariés, dont les indépendants sont exclus. En France la diffusion de cet actif y est beaucoup moins élevée, même parmi les professions libérales où le taux de détention n'est que de 60 % en 1986 [17]. Chez les ouvriers le taux de détention se rapproche fortement de celui des indépendants (80,9 %), tandis que les employés ont un taux de 74,7 % seulement. Pour les fonctionnaires d'Etat le taux de détention est plus élevé : 77,2 %. De même en France les assurances-vie sont en 1986 plus répandues chez les ouvriers (39 %) que chez les employés (33 %) [17].

L'analyse de la diffusion en fonction de la composition du ménage fait apparaître une différence intéressante entre la France et l'Allemagne où le taux de détention d'assurances-vie est le plus élevé chez les couples avec trois enfants ou plus (87,1 % pour l'année 1983), tandis qu'en France le maximum se situe parmi les couples avec deux enfants (49 %), les couples avec trois enfants ou plus ayant un taux de détention nettement inférieur (44 %) [17]. Cette observation, qui s'applique également à l'épargne-logement et aux actifs immobiliers, confirme l'hypothèse qu'en Allemagne les familles nombreuses se trouvent presque exclusivement parmi les couches les plus aisées de la population.

Le taux de détention de l'*épargne-logement* est de 40 % en 1983 (en France : 29 % en 1986). Ce chiffre concerne uniquement les contrats d'épargne-logement dont les avoirs n'ont pas encore été utilisés pour l'acquisition de biens immobiliers. Presque tous les ménages ont conclu un contrat d'épargne-logement à un moment de leur vie. La diffusion de l'épargne-logement a triplé depuis les années soixante. En 1960, 12 % des ménages possédaient cet actif ; en 1973, 35 % et en 1983 40 % [10, 12, 13]. La croissance la plus forte a eu lieu entre 1960 et 1973. Comme on verra plus tard, elle a eu pour conséquence une diffusion considérable du patrimoine immobilier dans les années 1970 [11]. La diffusion de cet actif augmente avec l'âge jusqu'à 35-45 ans et diminue

rapidement ensuite. Parmi les différentes catégories socio-professionnelles ce sont les fonctionnaires d'Etat qui ont le taux de détention le plus élevé, 68,2 %, tandis qu'en France ce sont les membres des professions libérales (58 % en 1986) [17]. Le taux augmente avec la taille du ménage : il est le plus élevé chez les couples avec trois enfants ou plus, tandis qu'en France, ce sont les couples avec un enfant qui possèdent le plus souvent (40 %) cet actif.

Parmi les détenteurs d'épargne-logement, 69 % ont conclu un contrat de moins de 50 000 DM, ce qui indique que nombre de détenteurs n'ont pas l'intention d'acquérir un bien immobilier, mais possèdent cet actif à cause de sa rentabilité et sa fiscalité avantageuses.

Des *valeurs mobilières* sont détenues par 29,6 % des ménages allemands (20 % des ménages français en 1986). En Allemagne comme en France la diffusion des valeurs mobilières augmente avec le revenu. Mais le taux de détention varie moins en Allemagne (12,3 % pour les revenus nets mensuels de moins de 800 DM et 52,2 % pour les revenus supérieurs à 5 000 DM) qu'en France (5 % pour les revenus les plus bas, au lieu de 68 % pour les revenus les plus hauts, en 1986). En Allemagne la diffusion des valeurs mobilières n'a cessé d'augmenter. En 1962 le taux de détention était de 9,7 %, en 1973 de 23,6 % et en 1983 de 29,6 %. Cependant derrière ces chiffres globaux se cache un phénomène surprenant quant à la composition des valeurs mobilières et notamment quant à la part des actions dans cette catégorie d'actifs. La diffusion des actions a augmenté sensiblement dans les années soixante et a atteint un maximum en 1969, avec un taux de détention d'actions de 12,1 % par rapport à tous les ménages et de 61,6 % par rapport aux seuls détenteurs de valeurs mobilières (192, p. 679). Moitié de ces actionnaires étaient des petits actionnaires, qui avaient acheté des « actions populaires » (*Volksaktien*) offertes dans le cadre de la privatisation des entreprises VEBA et Volkswagen. Or la chute des cours des actions lors de la récession du début des années soixante-dix a découragé les Allemands de posséder des actions : si bien qu'en 1983 les deux tiers des détenteurs de valeurs mobilières ne possédaient pas d'actions, mais seulement des obligations, 16 % possédaient uniquement des actions et 16 % des actions et obligations. Cette tendance est contraire à celle observée en France, où le pourcentage d'obligataires purs parmi les détenteurs de valeurs mobilières paraît décroître ([16], p. 147).

Le patrimoine immobilier

Selon les estimations de Mierheim et Wicke ([14], p. 73) le patrimoine immobilier constituerait les deux tiers du patrimoine total des ménages. La situation en Allemagne semble donc correspondre à celle de la France, où les actifs immobiliers représentent environ les deux tiers du patrimoine privé ([16], p. 133).

Il est presque impossible d'obtenir des données fiables sur la valeur actuelle du patrimoine immobilier des ménages en Allemagne. Les

seules données connues et repérées par l'Office fédéral de statistiques sur les valeurs sont les « *Einheitswerte* » (valeurs cadastrales, cf. [16], p. 77) qui sont nettement inférieures aux valeurs actuelles et qui, de plus, varient en fonction de la date de l'évaluation par l'administration fiscale. En raison de cette incertitude l'Office fédéral de statistiques se refuse à présenter une estimation de la valeur actuelle du patrimoine immobilier des ménages ([11], p. 974). Toutefois les auteurs Mierheim et Wicke ont tenté de faire une conversion de ces valeurs cadastrales en prix de marché actuels en les multipliant par le facteur de 6,4 ([14], p. 25). Si l'on adopte cette méthode, la valeur du patrimoine immobilier des ménages sera de plus de 3 billions de DM, soit 287 000 DM par ménage détenteur en 1983 ([11], p. 970). Ce résultat est confirmé par une étude récente de H. Lützel, qui estime que la valeur des actifs immobiliers des ménages est de 3,2 billions de DM en 1983 ([11], p. 970), annotation n° 14).

Au vu de la valeur importante du patrimoine immobilier la diffusion de cet actif parmi les ménages allemands paraît faible : pour 1983 le taux de détention n'était que de 45,5 %, contre 59 % en France en 1986 [17]. Ce taux varie selon les catégories de ménages plus fortement qu'en France.

- Pour les ménages à faible revenu (moins de 800 DM par mois), le taux de détention n'est que de 14 %, tandis qu'en France 37 % des ménages comparables possèdent des biens immobiliers. En revanche pour les ménages allemands dont le revenu net mensuel est supérieur à 5 000 DM, le taux de détention est de 85 % (en France à peu près 92 %).

- Les agriculteurs ont le taux de détention le plus élevé (92,7 %), mais avec une tendance à la baisse. Viennent ensuite les indépendants (72,3 %), puis les fonctionnaires d'Etat (54 %). Le logement est plus diffusé parmi les ouvriers (50 %) que parmi les employés (48 %).

- Un classement selon l'âge montre que la diffusion augmente jusqu'à 45-55 ans (62,3 %) et diminue ensuite.

- Le taux de détention augmente avec la taille du ménage, atteignant son maximum pour les couples avec trois enfants ou plus (76 %) catégorie dans laquelle il est même plus élevé qu'en France (72 %). Encore a-t-il augmenté de 8 points depuis 1962-1963 (tableau 5) et, à l'exception des agriculteurs, dans toutes les catégories des ménages.

La progression a été particulièrement forte dans les années soixante-dix et quatre-vingt, en dépit des récessions qui ont eu lieu alors. C'est que l'acquisition d'un patrimoine immobilier nécessite une longue période d'épargne préalable qui s'est formée dans les années soixante.

Les données allemandes ne distinguent pas entre résidence principale, résidence secondaire et immobilier de rapport. On sait toutefois que 90,8 % des ménages détenteurs d'actifs immobiliers habitent dans leurs propre appartement ou maison et 27,3 % tirent des revenus de leur patrimoine immobilier.

Les ménages non détenteurs d'actifs immobiliers possèdent un patrimoine financier plus faible que les ménages qui en sont détenteurs (tableau 6).

5. Le taux de détention d'actifs immobiliers de 1962/1963 à 1983

Ménages ⁽¹⁾	1962/ 1963	1969	1973	1978	1980
Ensemble	37,9	38,8	39,5	43,6	45,5
Catégorie socio-professionnelle					
Agriculteurs	98,5	96,3	92,3	89,9	82,6
Indépendants	60,3	65,5	67,4	70,4	72,3
Fonctionnaires d'Etat .	30,7	38,6	49,4	50,8	54,0
Employés (+ cadres) ..	28,6	34,6	37,0	46,0	48,0
Ouvriers	32,1	36,6	40,4	46,7	49,8
Inactifs ⁽²⁾	30,5	30,3	29,9	32,9	35,1
Composition du ménage					
Avec ... personnes					
1	20,6	20,3	18,8	21,4	22,0
2	33,1	37,0	37,8	43,9	47,3
3	37,9	41,4	42,7	51,5	56,5
4	45,6	48,4	50,6	59,1	65,6
5 ou plus	59,9	62,5	63,8	70,3	77,6

Source : [11].

(1) Sauf ménages d'étrangers vivant en RFA, ménages avec un revenu de plus de 25 000 DM par mois.

(2) Chômeurs inclus.

6. Les actifs financiers bruts des ménages détenteurs et non-détenteurs d'actifs immobiliers en 1983

	Détenteurs d'actifs immobiliers				Non-détenteurs d'actifs immobiliers	
	Endettés		Non-endettés		Ménages	Actifs financiers bruts
	Ménages	Actifs financiers bruts	Ménages	Actifs financiers bruts		
	En milliers	DM	En milliers	DM	En milliers	DM
Ensemble	6 404	30 799	4 262	36 590	12 789	17 522
Revenu mensuel net en DM						
Moins de 800 DM	(30)	/	(153)	(19 521)	1 118	7 290
800-1 200	160	15 152	428	21 287	2 022	8 799
1 200-1 600	291	13 230	541	23 103	2 194	11 198
1 600-2 000	551	18 123	645	27 315	2 119	16 264
2 000-2 500	908	20 223	721	30 960	1 994	18 976
2 500-3 000	915	23 954	486	37 722	1 309	22 497
3 000-4 000	1 642	27 419	587	44 291	1 383	27 689
4 000-5 000	900	37 458	246	58 053	424	35 545
5 000-25 000	- 851	64 922	248	97 553	199	55 257

Source : [11].

La concentration du patrimoine des ménages

La première et, jusqu'à présent, la seule étude comprehensive sur la concentration du patrimoine des ménages allemands a été réalisée en 1978 [14] et se rapporte à la période de 1969 à 1973. Elle se fonde sur les enquêtes de l'Office fédéral de statistiques. Elle constate une déconcentration sensible du patrimoine total au cours de cette période. Il semble, selon de bons indices, qu'une déconcentration avait déjà eu lieu depuis 1960 ([14], p. 268).

Si l'on répartit les ménages en cinq tranches (quintiles) selon le montant de leurs patrimoines, chaque tranche comprenant 20 % des ménages (tableau 7), on constate qu'en 1973 les 20 % les plus riches (quintile supérieur) possédaient 78 % du patrimoine privé net, tandis que ceux du quintile inférieur n'en possédaient que 0,8 %.

7. La distribution du patrimoine des ménages en 1973

Actifs	1 ^{er} quintile	2 ^e quintile	3 ^e quintile	4 ^e quintile	5 ^e quintile
Immobilier	0,2	0,5	3,4	15,9	80
Compte d'épargne	4,5	10,5	20,5	23,5	41
Capital professionnel ..	0,1	0,9	1,7	9,8	87,5
Valeurs mobilières	0,5	1,5	6,0	10,5	81,5
Comptes chèques etc.	2,5	7,0	14,5	20,5	55,5
Assurances-vie	1,5	4,0	10,5	16,0	68,0
Epargne-logement	2,4	11,1	22,1	28,4	36,0
Patrimoine net	0,8	2,0	5,7	13,5	78,0

Source : [14].

Un quintile comprend 20 % des ménages classés en fonction du montant de leur patrimoine.

Le degré de concentration mesuré par le coefficient de Gini est de 0,75 pour les ménages ([14], p. 59) et de 0,69 pour les personnes ([14], p. 62). Cette constatation est intéressante parce qu'elle semble contredire l'observation faite par le CERC pour la France, selon laquelle « les inégalités que l'on fait apparaître s'atténuent lorsqu'on passe d'une petite unité statistique à une plus grande » ([18], p. 38). Si en RFA la concentration est moins grande pour les personnes que pour les ménages, c'est parce que les ménages moins riches sont en moyenne plus petits que les ménages plus aisés.

L'analyse de la concentration des différents types d'actifs conduit à un résultat qui correspond aux observations faites pour la France, à savoir que les actifs les plus diffusés sont en même temps les moins concentrés. Ceci s'applique notamment aux livrets d'épargne (quintile inférieur : 4,5 %, quintile supérieur : 41 % du volume total de cet actif) et aux comptes chèques (respectivement 2,5 % et 55,5 %), mais aussi à l'épargne-logement et aux assurances-vie, où le premier quintile dispose de 2,4 %/1,5 % et le quintile supérieur dispose de 36 %/68 % du volume total (tableau 7). A l'autre extrême se trouvent les valeurs mobilières (actions et obligations) avec 0,5 % (premier quintile) contre 81,5 % (quintile supérieur), le patrimoine immobilier (0,2 %/80 %) et le capital professionnel (0,1 %/87,5 %).

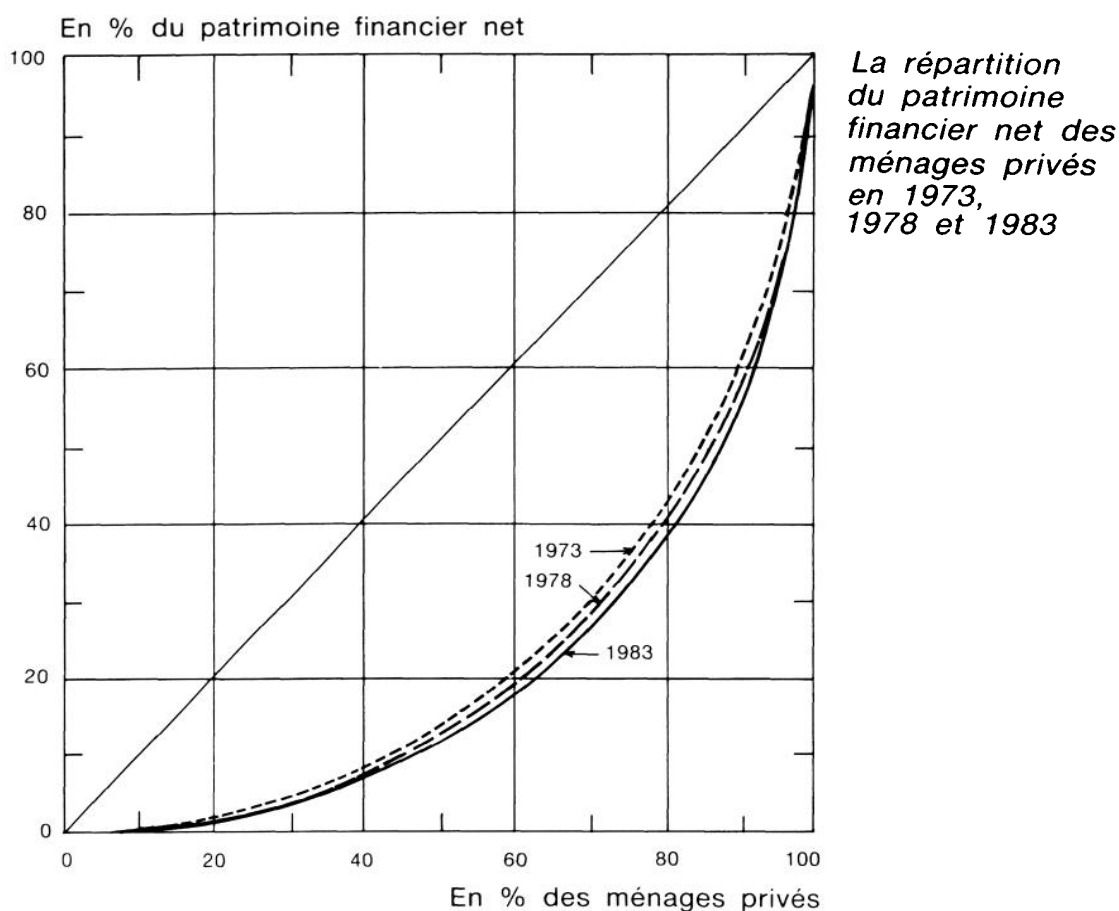
En ce qui concerne le patrimoine immobilier sa diffusion non seulement en France est plus grande qu'en Allemagne, mais aussi sa concentration est une des moins élevées et semble beaucoup moins grande qu'en RFA ([16], p. 176).

Un autre aspect de la répartition du patrimoine est mis à jour par l'analyse de la distribution des différentes catégories socio-professionnelles en fonction du montant de leur patrimoine. Le médian pour l'ensemble des ménages se situe dans la catégorie des patrimoines entre 20 000 et 35 000 DM. Il correspond au médian pour les salariés (ouvriers, employés, fonctionnaires d'Etat).

Bien que des problèmes statistiques rendent difficile une comparaison entre les données de 1969 et celles de 1973, on peut néanmoins affirmer que la part du quintile supérieur au patrimoine total a diminué sensiblement, tandis qu'il y a eu augmentation de la part de tous les quintiles inférieurs. Cette égalisation de la répartition du patrimoine s'explique surtout par la croissance très marquée des revenus de masse dans cette période, mais aussi par les effets de la troisième loi sur la formation du patrimoine des salariés ([3] *Vermögensbildungsgesetz*), qui visait exclusivement les salariés à bas revenu.

On ne dispose malheureusement pas de données concernant l'évolution de la concentration du patrimoine privé total après 1973. Pour la période 1973-1983, on ne dispose que des enquêtes de l'Office fédéral de statistiques, qui portent seulement sur le patrimoine financier ([6], p. 418). Elles démontrent qu'un processus de concentration, légère, mais continue, a eu lieu entre 1973 et 1983 (voir graphique). Il se manifeste par un léger déplacement des actifs financiers des ménages à faible patrimoine vers les ménages ayant des patrimoines moyens et élevés.

Sur l'évolution de la distribution du patrimoine total privé on ne peut qu'avancer des conjectures : on peut penser que la concentration du patrimoine financier a été compensée par la déconcentration des actifs immobiliers.



Source : [6].

Références bibliographiques

- [1] KRELLE, W., SCHUNCK, J., SIEBKE, J., Überbetriebliche Ertragsbeteiligung der Arbeitnehmer, Bd. II, Tübingen 1968.
- [2] MIEGEL, M., Die verkannte Revolution, Einkommen und Vermögen der privaten Haushalte, Stuttgart 1983.
- [3] Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung ; die Vermögenseinkommen der privaten Haushalte in der Bundesrepublik Deutschland 1970 bis 1985, Wochenbericht Nr. 28/86, Berlin, 10 juillet 1986.
- [4] SCHLESINGER, H., Kapitalmarkt, Kapitalbildung und Kapitalallokation, Vortrag auf der Jahrestagung 1986 der Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften — Verein für Sozialpolitik — Munich 15 septembre 1986. Die Kurzfassung des Vortrags wurde veröffentlicht in : Deutsche Bundesbank : Auszüge aus Presseartikeln Nr. 61, 15 septembre 1986.
- [5] Statistisches Bundesamt, Wiesbaden (Hg), Statistisches Jahrbuch 1986 für die Bundesrepublik Deutschland, Stuttgart, Kohlhammer 1986.
- [6] EULER, M., Geldvermögen privater Haushalte Ende 1983, in Wirtschaft und Statistik Nr. 5, 1985.
- [7] BRETSCHNEIDER, J., et al., Handbuch Einkommens-, Vermögens- und sozialpolitischer Daten, Köln : Bachem (Loseblattsammlung).

- [8] LEHNHARDT-RITTER, G., Die Entwicklung der Formen der privaten Ersparnisbildung im Zeitraum 1960-1980, in : *Versicherungswirtschaft* Nr. 20, 1982.
- [9] EULER, M. , Wertpapiervermögen privater Haushalte am Jahresende 1983, in : *Wirtschaft und Statistik* Nr. 8, 1985.
- [10] HERTEL, J., Ausgewählte Vermögensbestände und Schulden privater Haushalte Ende 1983, in : *Wirtschaft und Statistik* Nr. 11, 1985.
- [11] BRAUN, H-K., Grundvermögen privater Haushalte 1983, in : *Wirtschaft und Statistik* Nr. 12, 1985.
- [12] EULER, M., Ausgewählte Vermögensbestände und Schulden privater Haushalte am Jahresende 1981 (1978), in : *Wirtschaft und Statistik* Nr. 4, 1981.
- [13] EULER, M., Ausgewählte Vermögensformen in privaten Haushalten (1962/63), in : *Wirtschaft und Statistik*, 1964.
- [14] MIERHEIM, H., WICKE, L., Die personelle Vermögensverteilung in der Bundesrepublik Deutschland, Tübingen : J.C.B. Mohr, 1978.
- [15] SIEBKE, J., Die Vermögensbildung der privaten Haushalte in der Bundesrepublik Deutschland (Manuskript), Bonn 1971.
- [16] BABEAU, A., STRAUSS-KAHN, D., *La richesse des Français*, Presses universitaires de France, Paris 1977.
- [17] Collections de l'INSEE, N° 76, octobre 1986.
- [18] COUTIERE, A., et al., « La concentration du patrimoine des foyers », *Economie et Statistiques*, 1981.